

L'Arsenal fédéral de Québec 1933-1946

Alain Gelly

Volume 20, Number 3, February 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1019266ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1019266ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gelly, A. (1992). L'Arsenal fédéral de Québec 1933-1946. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 20(3), 97–108. <https://doi.org/10.7202/1019266ar>

Article abstract

During World War II, the Federal Arsenal was omnipresent within the Quebec industrial structure. In the context of the significant events in the history of this establishment, this article is a study of the importance of the federal government in the giant development of the Arsenal during the 1930's and 1940's. Secondly, it describes the impact of this expansion on the industry of the old capital.

L'Arsenal fédéral de Québec 1933–1946

Alain Gelly

Résumé

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Arsenal fédéral occupe une place omniprésente à l'intérieur de la structure industrielle de Québec. À la lumière des éléments marquants de l'histoire de cette entreprise, cet article examine l'importance de l'Etat fédéral dans le développement phénoménal de l'Arsenal durant les années 1930 et 1940. Dans une moindre mesure, il décrit aussi l'importance de cette croissance sur l'industrie de la Vieille capitale.

Abstract

During World War II, the Federal Arsenal was omnipresent within the Quebec industrial structure. In the context of the significant events in the history of this establishment, this article is a study of the importance of the federal government in the giant development of the Arsenal during the 1930's and 1940's. Secondly, it describes the impact of this expansion on the industry of the old capital.

Fondé en 1879, l'Arsenal fédéral de Québec¹ est une industrie de biens de consommation non durables dont le produit est considéré comme stratégique et réglementé en conséquence. Cette entreprise produit principalement des munitions militaires pour les besoins de l'armée canadienne et ne peut vendre ce produit à d'autres clients sans la permission du gouvernement fédéral. C'est donc dire que cette entreprise est tributaire des besoins de son principal client. Et comme ce dernier aligne sa politique de gestion et d'achat sur les orientations politiques et les répartitions budgétaires du gouvernement fédéral, cela signifie que la production de l'Arsenal dépend en dernier ressort des politiques du gouvernement fédéral. En fait, cette entreprise apparaît encore plus largement tributaire des décisions du gouvernement fédéral et du ministère qui la gère puisqu'elle appartient à l'État.

Dans ces conditions, on comprendra que le gouvernement fédéral déterminera par sa politique de défense toute la dynamique de développement de la fabrique de munitions de Québec. Qu'il s'agisse de la décision de créer une telle usine au Canada, du choix de Québec comme futur site de son installation, des motifs entourant la croissance rapide de l'entreprise à compter de 1894, de la décision d'implanter un nouvel arsenal à Lindsay, du probable patronage des ministres de la région de Québec pour empêcher la fermeture de l'usine de Québec en 1922, du ralentissement de ses activités durant les années 1920 ou encore de la croissance phénoménale des années 1940, partout nous avons trouvé des indices démontrant l'importance des autorités fédérales dans le développement de cette entreprise.

Devant les limites imparties par cet article, nous ne reprendrons pas ici l'ensemble de l'étude, que nous avons effectué par ailleurs² sur cet aspect.

C'est pourquoi, nous nous restreindrons à l'étude des éléments marquants de cette intervention étatique dans le développement de l'Arsenal pour les années 1930 et 1940, et dans une moindre mesure, à l'analyse de l'incidence et l'importance de la croissance phénoménale de cette entreprise sur l'industrie de la Cité de Champlain durant le même période.

L'Arsenal fédéral avant 1933

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Arsenal fédéral de Québec fut la seule entreprise à produire des munitions de type militaire au Canada. En 1914, l'Arsenal fédéral ne peut répondre à l'accroissement phénoménal de la demande de munitions militaires de tous types. Devant cette situation, Ottawa alloue des contrats de munitions à la plus importante entreprise privée de fabrications de munitions au Canada, i.e. la Dominion Cartridge Company of Brownburg, et demande à l'Arsenal fédéral de fournir son assistance technique à toutes les compagnies privées intéressées à fabriquer ce produit.

Ce programme de formation et de transfert technologique remporte un franc succès puisque l'industrie canadienne "led the world in the production of certain types of shell"³. Cependant, le secteur privé délaisse la production de munitions de petit calibre en raison de sa complexité. Face à cette situation, Ottawa décide de construire un nouvel arsenal à Lindsay et de l'intégrer à la structure de l'Arsenal fédéral. À la fin de la guerre, le Conseil de la milice décide de ne conserver qu'un seul des deux arsenaux. Le gouvernement conservateur hésite à prendre une telle décision et il faut attendre l'arrivée des libéraux en 1922 pour qu'on annonce la fermeture de l'Arsenal de Lindsay et la réduction de la production de celui de Québec (Arsenal de la côte du Palais).

Le désengagement de l'État du secteur de la Défense et ses conséquences sur l'Arsenal

La fermeture de l'Arsenal de Lindsay en 1922 et le ralentissement subséquent de la production canadienne de munitions de petit calibre à l'Arsenal de la côte du Palais sont dus non seulement à la reconversion de l'économie à la production de temps de paix, mais aussi au désengagement de l'État du secteur de la défense. Certes, l'arrêt des hostilités a provoqué la diminution de la demande pour ce produit spécialisé ainsi que la nécessité de rationaliser la production en fermant l'un des deux arsenaux gouvernementaux. Cependant, la nouvelle politique de la défense du gouvernement libéral a approfondi la crise au sein de cette entreprise en ne rétablissant pas la production au niveau d'avant-guerre. Cette politique de désarmement de 1922 prévaudra jusqu'à la formulation de la politique de réarmement du Canada en 1936 et entraînera une ère d'austérité au sein de l'Arsenal de Québec. D'où la stagnation du budget et de la production de cette entreprise durant la majeure partie de cette période.

Développement de l'Arsenal 1933-1946

La construction d'un nouvel arsenal à Valcartier

Depuis 1881, les opérations à caractère dangereux (chargement des cartouches) inhérentes à la production des munitions s'effectuent sur les Plaines d'Abraham. En 1928, la situation se modifie quand la Commission des champs de bataille réussit, après maintes tentatives depuis 1908, à obtenir le transfert du contrôle de l'ensemble des terrains d'ici 1932. Comme il est impossible de réinstaller ces activités sur les terrains de la côte

du Palais, en raison du manque d'espace et des risques inhérents à toute installation de ce genre pour la population québécoise, le ministère de la Défense nationale décide de relocaliser l'ensemble des composantes de l'Arsenal à Valcartier.

Malgré l'insistance des militaires de construire avec célérité cet arsenal, le gouvernement fédéral refuse d'affecter les budgets nécessaires à sa réalisation, en invoquant la crise économique. Il est probable que sa construction aurait été retardée jusqu'à l'énoncé de la nouvelle politique de la défense, n'eut été de l'intervention du major-général McNaughton dans le dossier des chômeurs célibataires sans domicile fixe. C'est en effet suite à sa suggestion que le gouvernement canadien autorise la création de camps de travail afin de les regrouper. C'est encore lui qui suggère au gouvernement Borden d'ériger un tel camp à Valcartier. Le premier ministre accepte cette proposition et le projet no 39 de l'Employment Relief peut dès lors se mettre en branle.

Grâce à cette main-d'oeuvre à bon marché, les militaires espèrent construire un vaste arsenal produisant munitions et armes portatives. Malgré le concours de 2,000 hommes-années, seule la première phase est terminée lors de l'interruption de ce programme d'aide aux chômeurs en 1935. Cette situation replace le ministère de la Défense nationale à la case départ puisque les travaux visant à réaliser l'établissement d'un vaste arsenal à Valcartier sont à peine entamés. Désormais, la construction de l'Arsenal de Valcartier ne peut plus être soutenue par les budgets affectés à combattre le chômage et le ministère de la Défense nationale doit solliciter de nouveaux crédits auprès d'un gouvernement fédéral peu enclin à lui en octroyer à cet effet.

Première année de l'administration du gouvernement King, 1936 est marquée par la prudence et les tergiversations du gouvernement fédéral face à une augmentation du budget de la défense. Cette prudence se répercute sur le budget du projet de construction de l'Arsenal de Valcartier. L'exercice financier de 1936-1937 assure la poursuite des travaux de la phase I mais ne prévoit aucun crédit pour les phases II et III. Dès lors, le projet de fabriquer en grande série des munitions et des armes de toutes natures dans un seul arsenal canadien apparaît comme lourdement hypothéqué. Malgré les pressions et l'élaboration d'une politique de réarmement, l'Arsenal de Valcartier se résumera à la phase I. Les opérations de ce dernier s'amorceront graduellement au cours de l'été 1938.

La situation en 1939

Au début de 1939, l'Arsenal de la côte du Palais est la seule usine canadienne fabriquant des munitions militaires de petit calibre. Sa production de cartouches se chiffre à 750 mille par mois, soit 9 millions par année. Son équipement, malgré ses améliorations constantes, est jugé désuet par les militaires. Nonobstant ce fait, on peut, en cas de conflagration militaire, augmenter la cadence de production de cette usine à 50 millions de cartouches par année⁴, soit environ 4 millions par mois. Quant à l'Arsenal de Valcartier, il peut, avec certaines améliorations, assembler toutes ces cartouches. Enfin, le gouvernement fédéral dispose aussi à Lindsay, d'un arsenal pouvant produire annuellement 80 millions de cartouches⁵. Dans le cas des compagnies privées, seule la Canadian Industries Limited est en mesure de produire dans un laps de temps assez court ce type de munitions.

À l'été 1939, il semble de plus en plus évident pour les observateurs militaires que la guerre est imminente en Europe. Il devient donc nécessaire d'envisager des solutions pour assurer aux troupes, canadiennes et alliées, un approvisionnement en cartouches. Conscient de l'importance vitale prise par les entreprises gouvernementales dans la fabrication des munitions de petit calibre durant la Première Guerre mondiale, le ministère de la Défense nationale envisage de concentrer toute la production des cartouches à l'Arsenal de Québec et de Valcartier⁶ plutôt que d'offrir des contrats de munitions à des entreprises privées. Le 16 août 1939, le scénario suivant fut appliqué: "transfer for all Small Arms Ammunition manufacture to the Arsenal at Quebec and for the future to restrict the operations at Lindsay Arsenal to shell manufacture, transferring that work from Quebec to Lindsay"⁷.

La concentration de la fabrication des munitions de petit calibre à Québec implique l'amélioration des installations de Valcartier. Pour ce faire, on décide d'ajouter une division de remplissage des "Fuze" au coût de 100,000\$. Quant à l'Arsenal de Québec, on envisage, dès le 16 août 1939, de déménager certaines de ses opérations aux Usines du Canadien National à Saint-Malo. Selon ce plan, l'Arsenal du quartier du Palais et les "Usines de Saint-Malo" produiraient les diverses composantes de la cartouche alors que l'Arsenal de Valcartier assemblerait ces dernières. En résumé, l'adoption de ce plan permet de rationaliser et d'augmenter substantiellement la capacité de production de l'Arsenal fédéral.

On peut s'interroger sur les motifs entourant cette décision. Pourquoi en effet concentrer toute la fabrication de munitions de petit calibre à Québec alors que l'arsenal ontarien a une capacité de production supérieure à l'Arsenal fédéral de

Québec. Selon le responsable des établissements manufacturiers du ministère de la Défense nationale, les conditions de travail plus favorables à Québec-Valcartier et la possibilité immédiate d'augmenter la capacité de production ont concouru fortement au choix de concentrer les munitions de petit calibre à Québec⁸.

Cette décision⁹ aura une énorme importance pour l'économie urbaine de cette ville. Elle assurera une croissance soutenue et même effrénée de l'industrie des munitions, qui permettra à cette entreprise d'être la principale industrie à Québec de 1940 à 1945, et l'une des composantes les plus importantes du complexe militaro-industriel canadien. Cette croissance eut aussi pour conséquence de créer des milliers d'emplois à Québec. Le poids de cette décision eut donc d'énormes implications sur le développement ultérieur de cette fabrique de munitions. Mais l'expansion rapide de cette entreprise se fit aussi en 1940 au détriment d'une partie de la structure industrielle de Québec, c'est-à-dire de la perte d'une entreprise de réparation de matériel roulant au profit de l'implantation d'un vaste arsenal dans la Basse-Ville de Québec. En effet, on dut reconverter les "Usines de Saint-Malo" en 1939 et 1940.

La reconversion des "Usines de Saint-Malo" en arsenal

Selon la planification stratégique décidée par les militaires le 16 août 1939, les "Usines de Saint-Malo" devaient être en partie ou dans l'ensemble converties en usine de guerre. En septembre 1939, la dispersion des activités de réparation dans ses trois ateliers de l'est du Canada empêche le Canadien National de mettre l'ensemble des "Usines de Saint-Malo" à la disposition du ministère de la Défense nationale. En

fait, un seul bâtiment des ateliers de Québec est disponible au cours du premier mois de la Seconde Guerre mondiale¹⁰. Le ministère l'acquiert. On y déménage les équipements de la fonderie et du laminoir avec célérité, car il fallait d'urgence libérer de l'espace à l'Arsenal de la côte du Palais afin d'y augmenter la production de munitions de petit calibre.

Le 18 septembre 1939, le ministère de la Défense, se basant sur les estimations du Cabinet de guerre, approuve la nécessité d'augmenter la capacité de production de l'Arsenal fédéral à 75 millions de cartouches. Un peu plus tard, on envisage de doubler cette capacité de production. Mais la "drôle de guerre" en Europe n'incite pas "les autorités britanniques [...] à placer des commandes au Canada, tandis que de leur côté les autorités canadiennes [...] sont] presque hésitantes à commander du matériel pour leurs propres forces en absence de commandes britanniques parallèles qui réduiraient le prix unitaire."¹¹ Cette situation a pour effet de ralentir l'augmentation de la production de l'Arsenal fédéral et d'interrompre *de facto* la croissance de cette entreprise d'État. À la fin de l'année 1939, les responsables militaires espèrent seulement pouvoir atteindre, d'ici les 6 prochains mois, une production de 75 millions de cartouches aux arsenaux de Valcartier et de Québec.¹²

Au début de 1940, la situation se modifie. En effet, le ministère de l'approvisionnement britannique prévoit "to place an order in Canada for 25,000,000 rounds per month"¹³. Afin de pouvoir répondre à ces commandes massives de cartouches de la part de la Grande-Bretagne, le responsable de l'approvisionnement en munitions militaires de l'armée canadienne, M. Elkins juge essentiel d'augmenter rapidement la capacité de production de

L' Arsenal fédéral de Québec 1933–1946

l' Arsenal fédéral. Dans ce but, il propose d'obtenir la propriété de la totalité des "Usines de Saint-Malo", de construire de nouveaux bâtiments à Valcartier et d'acheter immédiatement la machinerie nécessaire à cette expansion de l' Arsenal fédéral.

L'offre des Britanniques de commander autant de munitions semble ferme puisqu'ils s'informent, un peu plus tard en janvier, des préparatifs effectués par le Canada pour y faire face. Le plan d'expansion de l' Arsenal fédéral proposé par le surintendant de l' Arsenal Antonin Thériault et le colonel D.E. Dewar dans leur rapport conjoint du 30 janvier 1940, répond à cette attente. Ces deux militaires canadiens élaborent un plan pour augmenter la production de l' Arsenal fédéral à 300 millions de cartouches par année. Ils appuient leur recommandation sur le facteur suivant: "that production could be developed to better advantage with a probable reduction in production costs"¹⁴.

Outre cette prise de position, les deux officiers fournissent une estimation détaillée du coût d'une telle expansion. D'un coût global de 7,423,000\$, le projet est axé sur le développement de l' Arsenal Valcartier et des "Usines de Saint-Malo". Pour Valcartier, il s'agit de construire une usine pouvant assembler 100 millions de cartouches ainsi que divers bâtiments connexes. Coût de la construction et de l'équipement: 2,928,000\$. Pour Saint-Malo, il s'agit d'ériger une usine de fabrication de cartouches et de multiples fonderies. Les militaires estiment l'acquisition du matériel et l'agrandissement de ces usines à 3,855,000\$. Enfin, l' Arsenal de la côte du Palais obtient la portion congrue avec seulement 635,000\$. Ce dernier chiffre illustre parfaitement le fait suivant: sans les grandes possibilités d'expansion des usines situées en périphérie, la production des munitions

de petit calibre aurait été une activité marginale dans l'économie de Québec. Il démontre aussi l'importance des "Usines de Saint-Malo" dans tout plan visant à augmenter la capacité de production de l'industrie des munitions à Québec.

Ce plan est adopté et en novembre 1940, le ministre C.D. Howe procède à l'inauguration officielle de l' Arsenal de Saint-Malo. Au même moment, l'état canadien reçoit une requête de la part du gouvernement britannique. Celui-ci désire commander 40 millions de cartouches "303 par mois, soit 480 millions de cartouches par an"¹⁵. Le gouvernement canadien accède à cette demande et augmente de nouveau la capacité des installations des arsenaux fédéraux. Quand les travaux sont complétés au printemps 1941, la superficie de plancher des "Usines de Saint-Malo" a triplé alors que les autres composantes des arsenaux fédéraux à Québec ont sensiblement augmenté leur capacité de production.

L' Arsenal fédéral 1941-1946

Le ministère nouvellement créé des Munitions et des Approvisionnements insère, le 1^{er} octobre 1940, les arsenaux fédéraux dans la division intitulée "Direction des arsenaux et de la production de munitions pour armes portatives. [Cette dernière aura] pour mission [première] de régir les arsenaux et les activités connexes"¹⁶ du ministère des Munitions et des Approvisionnements

Avec le transfert de juridiction de l' Arsenal fédéral du ministère de la Défense nationale au ministère des Munitions et des Approvisionnements, le ministère de la Défense nationale cesse de colliger des informations sur cette entreprise. Le dépouillement du fonds d'archives du ministère des Munitions et des Approvisionnements au ANC démontre qu'il existe peu d'informations permettant d'appréhender l'évolution de

l' Arsenal fédéral de 1941 à 1946. Non-obstant ceci, nous disposons de quelques documents sur l'organisation du travail entre les diverses composantes de l' Arsenal fédéral ainsi que des données statistiques sur l'effectif de chacune des composantes de cette industrie des munitions pour la région de Québec. Outre ces informations, on retrouve aussi, dans ce fonds, les statistiques sur le nombre et le type de munitions de petit calibre produit dans les usines de l' Arsenal de Québec d'octobre 1940 à septembre 1945.

La production des arsenaux de Québec d'octobre 1940 à mars 1945

L'organisation industrielle du travail est extrêmement intégrée à l' Arsenal fédéral durant la Seconde Guerre mondiale. L' Arsenal de Lindsay envoie sa production de capsule de cuivre aux arsenaux de la côte du Palais et de Saint-Malo. Ces derniers produisent des munitions de petit calibre qui sont chargées et assemblées à l' Arsenal de Valcartier avant d'être vérifiées au même endroit par le Bureau d'inspection du Royaume-Uni et du Canada. Mentionnons aussi que dans chacune des composantes de l' Arsenal, le travail est parcellarisé et standardisé.

Cette organisation scientifique du travail et la capacité de production accrue des arsenaux de Québec permettent à cette entreprise de produire durant la Seconde Guerre mondiale environ cinq fois plus que durant l'ensemble des années d'opération de l' Arsenal de la côte du Palais. Comme nous l'avons vu précédemment, ce sont les commandes des gouvernements britannique et canadien qui causèrent ce soudain accroissement de la production.

Avec l'intégration de l' Arsenal fédéral dans l'organigramme du ministère des

L'Arsenal fédéral de Québec 1933–1946

Munitions et des Approvisionnements en octobre 1940, nous disposons d'un sommaire statistique cumulatif de la production de munitions de petit calibre de cette entreprise. Ce relevé indique que l'Arsenal a produit pour plus d'un milliard sept cent millions de cartouches de tous types durant la période s'échelonnant d'octobre 1940 à septembre 1945. Il est difficile, en nous basant sur ces seules données cumulatives, de déterminer les fluctuations annuelles de la production manufacturière de cette entreprise. Néanmoins, on distingue un fort ralentissement de la production de cartouches à Québec durant l'année 1945 en raison de la baisse progressive des commandes de guerre. Selon un document, cette chute s'est amorcée dès septembre 1944 puisque "the general cut in the S.A.A. program has been reflected in the production of .303" armor piercing and .303" B. Mk. VII while other items have remained practically the same".¹⁷

Comme les statisticiens du ministère ont colligé dans le sommaire cumulatif l'ensemble de la production manufacturière de munitions de petit calibre avec leurs descriptions, nous avons pu déterminer la position de l'Arsenal fédéral par rapport aux autres producteurs de munitions de petit calibre du Canada. Selon cette source, les arsenaux de Québec se classent au deuxième rang des industries de munitions au Canada immédiatement après la Défense industries¹⁸ quant à la production des munitions de petit calibre pour la période s'échelonnant d'octobre 1940 à mars 1945. Deuxième plus grand producteur de ce type de munitions, les arsenaux fédéraux sont spécialisés dans la fabrication de la cartouche de .303" marque VII. Ce type de cartouches accapare 78,11% de la production totale de munitions de petit calibre fabriquée par l'entreprise. En fait, l'entreprise s'est tellement spécialisée dans ce type de fabrication qu'elle se classe au premier

rang au Canada à ce chapitre. Mentionnons aussi que grâce à cette performance, l'Arsenal fédéral accapare avec son groupe d'industries 33% de l'ensemble de la Valeur ajoutée de la production manufacturière de Québec durant toute l'économie de guerre¹⁹.

Malgré un fléchissement dans leur production en 1943, les balles perforantes demeurent, au tableau cumulatif, au second rang des produits fabriqués par l'Arsenal. Selon un document du ministère, sa réduction draconienne est due à une demande moins forte pour cet item. Devant cette modification des besoins du marché, le ministère des Munitions et des Approvisionnements décide de concentrer le développement de la cartouche .303" incendiaire à Québec²⁰. Cette réorganisation de la production évitera à l'entreprise de Québec de fermer toute une ligne de production. Outre la production des munitions de petit calibre, l'entreprise de Québec a

Tableau I

Total cumulatif de la production de munitions de petit calibre des arsenaux de Québec d'octobre 1940 à mars 1945. Plus le total de la production, l'accroissement brut et le pourcentage respectif des deux principaux types de cartouches fabriqués à Québec. (exprimé en millier)

Années	Nombre de Cartouches					Pourcentage		
	.303"	Accr. brut	303 Balle perforante	Accr. brut	Total	Accr. brut	.303" vs total (%)	Balle total (%)
Du 1/10/40								
au 30/06/43	807,120		170,403		1,009,784		79,93	16,88
au 31/12/43	936,901	129,781	183,575	13,172	1,187,987	178,203	78,86	15,45
au 31/03/44	997,370	60,049	186,865	3,290	1,280,776	92,789	77,87	14,59
au 31/03/45	1,313,685	316,315	197,810	10,945	1,681,898	401,122	78,11	11,76
au 31/09/45	1,348,990	35,000	197,810		1,719,381	37,483	78,46	11,50

Source: Canada, *Arsenals & S.A.A. Branch*, ANC RG28 Vol. 18 et 168

produit durant la guerre, des munitions de gros calibre, des obus, des chargeurs, des amorces pour les douilles et divers composants pour les cartouches 20mm. fabriquées au York Arsenals de Toronto et au Dominion Rubber Munitions Ltd. du Cap-de-la-Madeleine.

Effectif aux arsenaux fédéraux de Québec: 1940-1946

Pour constituer notre banque de données sur les effectifs des arsenaux de la région de Québec de 1939 à 1946, nous avons dû utiliser les estimations des statisticiens du ministère des Munitions et des approvisionnements (1939-1941), les recensements industriels sur la situation de l'emploi effectués par le service de la statistique du même ministère (1941-1943) et les chiffres obtenus par Maurice Bergeron auprès d'un cadre de l'Arsenal de Québec sur les effectifs de cette entreprise (1943-

1946). Aucune de ces sources ne couvrant l'ensemble de la période 1939 à 1946, il nous a donc fallu les amalgamer tout en respectant les règles de l'homogénéité des données.

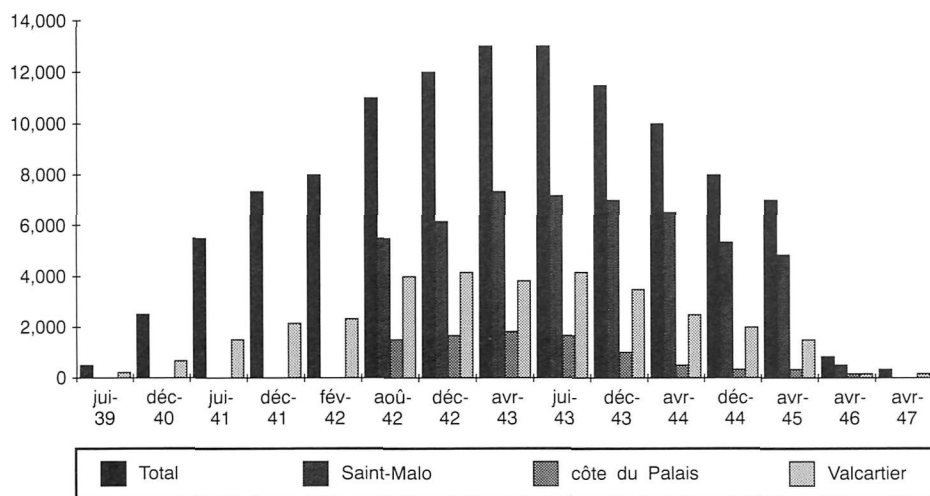
Ainsi, en juillet 1939, les arsenaux de la côte du Palais et de Valcartier ne comptent que 608 employés dans leur rang. Il est impossible de préciser avec exactitude les effectifs de ces arsenaux durant l'automne 1939 et l'hiver 1940. Tout au plus pouvons nous dire que la maximalisation de l'équipement désuet de l'Arsenal de la côte du Palais, l'achat de nouvel équipement et l'amélioration des installations de Valcartier ont suscité la création de plusieurs nouveaux postes dans ces usines.

L'expansion des arsenaux existants et l'inauguration officielle de celui de Saint-Malo permettent à l'entreprise de Québec d'effectuer un bond sans précédent au niveau de ses effectifs. En

effet, le total des employés se chiffre à 2 650 en décembre 1940, soit un taux de croissance pondéré de 125%. Pour être plus précis, cette entreprise a engagé 2 042 nouveaux employés dont la majorité travailleront dans les arsenaux de la ville de Québec. Ce gain est d'autant plus spectaculaire si on considère que plusieurs lignes de production de l'Arsenal de Saint-Malo n'ont pas encore été mises en opération et que le transfert de certains départements de l'Arsenal de la côte du Palais à l'Arsenal de Saint-Malo n'a pas encore été complété.

L'année 1941 est marquée par une accélération encore plus spectaculaire de la création de l'emploi à l'intérieur de cette entreprise. La main-d'oeuvre double par rapport à l'année précédente et les effectifs affichent un taux de croissance pondéré de 92%. Le nombre d'employés pour l'ensemble des arsenaux de la région de Québec est de 7 124 qui se répartisse principalement (4 986 employés) dans les deux arsenaux de la ville de Québec²¹. La mise en opération de la plupart des unités de production de l'arsenal de Saint-Malo et la concrétisation des diverses améliorations apportées aux deux autres arsenaux expliquent l'accroissement phénoménal de cette entreprise. En 1942, les arsenaux de Québec demeurent les principaux créateurs d'emploi de cette entreprise régionale avec 2 617 nouveaux employés contre 1 926 pour l'Arsenal de Valcartier. Cette création de nouveaux emplois est particulièrement impressionnante dans le cas de l'Arsenal de la côte du Palais. En effet, cet arsenal qui n'a jamais dépassé les 900 employés durant toute son existence corporative, affiche, en décembre 1942, un effectif de 1 541 employés. Rappelons que cette augmentation sans précédent des effectifs de cette usine n'aurait pu être rendu possible sans la relocalisation à Saint-Malo de plusieurs services exigeant beaucoup d'espace et l'expansion

Graphique I:
L'évolution générale de l'emploi dans chacun des arsenaux fédéraux de la région de Québec. Juillet 1939 à Avril 1947.



Source: Canada. *War Employment*, ANC, RG28, Vol: 182 et 188. Ainsi que les chiffres tirés de la thèse de Maurice Bergeron. *Le centre industriel Saint-Malo, Québec, Maîtrise en sciences commerciales, 1951, pp. 8-11*



*Vue intérieure de l'usine de munitions St-Malo (impression photographique), [ca 1940–1945].
(Archives de la Ville de Québec – Fonds Commissariat de l'industrie; 21561.)*

subséquente des départements de la production et d'inspection des cartouches.

En 1943, on assiste pour la première fois depuis le début de la Seconde Guerre mondiale à une interruption dans la création de l'emploi aux arsenaux de Québec. En fait, l'entreprise voit le nombre de ses employés diminuer légèrement. Ce fléchissement d'ensemble se répercute différemment sur les composantes de cette entreprise. L'Arsenal de Valcartier et de la côte du Palais ont vu leur personnel diminuer de manière sensible alors que l'Arsenal de Saint-Malo connaît un accroissement

brut de 609 personnes. Il est probable que cette augmentation du personnel à l'Arsenal de Saint-Malo soit due à une réorganisation du travail au sein de cette entreprise. Les employés attachés à certains services des deux autres arsenaux ont probablement été mutés à l'Arsenal de Saint-Malo.

Quant aux effets de cette stagnation des effectifs sur le niveau de production de l'entreprise, il semble, à la lumière de la documentation disponible,²² que celle-ci n'entraîna aucune baisse de la production de cartouches aux arsenaux de Québec pour cette période. Parmi les motifs pouvant expliquer le peu d'effet

de cette baisse de l'emploi sur la production aux arsenaux, signalons, l'utilisation plus fréquente du temps supplémentaire²³ comme méthode de régularisation du temps de travail et le recours probable à une accélération de la cadence de production.

L'année 1944 est marquée par l'abolition de plus de 3 436 postes dans les trois arsenaux de la région de Québec, soit un taux de décroissance pondéré de -36%. Cette diminution du personnel fut inégalement répartie alors que l'Arsenal de la côte du Palais voit son effectif sabré de manière draconienne (2 postes sur 3). Les arsenaux de Saint-Malo (1



*Vue intérieure de l'usine de munitions St-Malo (impression photographique), [ca 1940–1945].
(Archives de la Ville de Québec – Fonds Commissariat de l'industrie; 21572.)*

poste sur 5) et de Valcartier (2 postes sur 5) subissent des coupures beaucoup moins importantes. À la lumière de cette disparité dans les compressions, il apparaît évident que l'administration de l'entreprise se conformait à la recommandation prise par le "Joint Arsenal Planning Board" de convertir l'Arsenal de Saint-Malo en "a permanent post-war factory for Small Arms Ammunition"²⁴ et en décidant de procéder à un plus grand nombre de coupure de postes, proportionnellement, à l'Arsenal du Vieux-Québec qu'à celui de Saint-Malo.

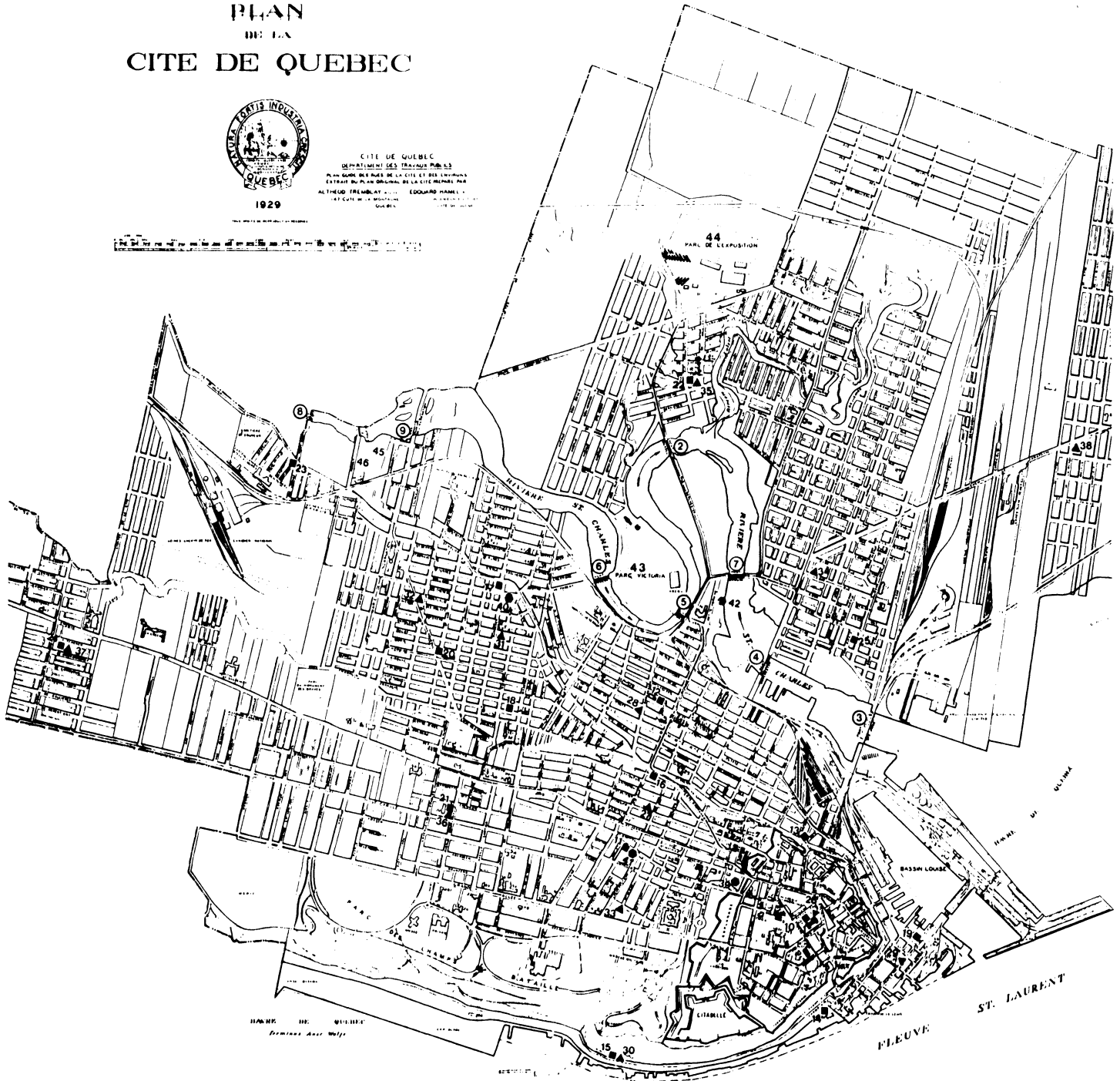
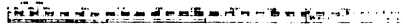
Cette confirmation du mandat de l'Arsenal fédéral pour l'après-guerre a eu pour effet d'entraîner l'attribution des derniers contrats de guerre à cette entreprise plutôt qu'aux autres usines de munitions. En d'autres termes, les arsenaux fédéraux de Québec furent la dernière entreprise de munitions de petit calibre à produire des cartouches militaires durant l'été 1945. Cette situation particulière explique que l'effectif de cette entreprise soit encore aussi nombreux en avril 1945. C'est durant l'été 1945 qu'on procède à des congédiements massifs dans les usines de munitions de Québec. En fait, il resterait à peine 3 000 ouvriers aux

arsenaux de Québec le 18 août 1945²⁵. C'est donc dire que la moitié des travailleurs encore engagés par cette entreprise en avril 1945 avait déjà perdu leur emploi quelques temps après la fin de la guerre. En raison du retour à la normale des activités de l'entreprise, l'administration de l'Arsenal fédéral continua de congédier des employés jusqu'à ce qu'elle ait atteint ses effectifs minimaux d'avant-guerre. Selon les indications de Bergeron, ce niveau fut atteint en 1947 alors que 219 employés travaillaient encore aux arsenaux de la côte du Palais et de Valcartier.²⁶

PLAN
DE LA
CITÉ DE QUÉBEC



CITÉ DE QUÉBEC
DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS
PLAN GÉNÉRAL DES RUES DE LA CITÉ ET DES VOIES
ÉTABLI SUR LE PLAN ORIGINAL DE LA CITÉ RÉDIGÉ PAR
ALTHEUS FREMILAT ET ÉDOUARD PAMEL
1929



*Plan de la Cité de Québec, 1929 (1982).
(Archives de la Ville de Québec - Collection cartographique; D-342-1929 (1982).)*



*Photo aérienne de l'Arsenal de la Côte du Palais
S.A. Photos de la ville de Québec, Québec, Commissariat à l'industrie, 1946, AVQ Sous-Série du Commissariat
à l'industrie NB: 474/035*

La réorganisation de l'Arsenal fédéral

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fédéral décida de procéder à une réorganisation de l'Arsenal fédéral. Comme nous l'avons vu plus-haut, le "Joint Arsenal Planning Board" avait confirmé le mandat de cette entreprise pour l'après-guerre. Les divers officiels de ce comité favorisaient à cette époque la poursuite des activités de nouvel arsenal de Saint-Malo au détriment du vieil arsenal de la côte du Palais. Ainsi, en 1945, le brigadier Thériault demande²⁷ au commissaire à l'industrie de la ville de Québec ne pas aller plus avant dans ses démarches pour convertir l'Arsenal de Saint-Malo en centre industriel²⁸. Selon

ce dernier, une telle démarche serait inopportune puisqu'elle pourrait compromettre l'établissement à Saint-Malo d'un arsenal central pour l'ensemble du Canada. Le commissaire Armand Viau se range à cet avis d'autant que l'ancien président de la chambre de Commerce, M. Mercier, vient de déclarer en assemblée publique "qu'il avait l'assurance que le département des Munitions ferait de Saint-Malo un arsenal permanent pour Québec"²⁹.

En novembre 1945, le Brigadier Thériault informe le commissaire industriel Viau que le projet d'arsenal central à Saint-Malo ne se réalisera pas³⁰. La reconversion des Usines Saint-Malo étant l'axe majeur du développement économique défini par le

commissariat à l'industrie, on imagine sans peine la réaction de Viau à cette information. Celui-ci, de concert avec le maire de Québec, négocie auprès des autorités fédérales la vente de l'Arsenal. Après moult pressions, les autorités municipales achètent l'usine et procèdent à la création d'un parc industriel municipal. Par cette mesure, la Ville compte attirer des industries afin d'atténuer le chômage conjoncturel sans équivalents dans le reste du Canada. Les autorités municipales réussissent ce pari d'attirer de nouvelles industries, de créer de nouveaux emplois industriels et de diversifier et rééquilibrer sa structure industrielle.



*Photo aérienne de l'Arsenal de Saint-Malo en 1946
S.A. Photos de la ville de Québec, Québec, Commissariat à l'industrie, 1946, AVQ Sous-Série du Commissariat
à l'industrie NB: 474/035*

Conclusion

L'étude de l'évolution de l'Arsenal fédéral, nous a permis de mieux appréhender l'importance de cette entreprise dans le tissu économique de la capitale. Le processus entourant le choix et la construction de l'Arsenal de Valcartier ainsi que la reconversion des "Usines Saint-Malo" confirment l'importance des politiques gouvernementales dans le développement de cette entreprise. En outre, ces épisodes de l'histoire de l'industrie des munitions à Québec apparaissent comme le prélude du déplacement vers la périphérie des équipements industriels de Québec.

Cette expansion permit à Québec d'obtenir la masse critique suffisante pour justifier la concentration de la majeure partie de la production canadienne des munitions de petit calibre dans la capitale. Comptant parmi les principales composantes du complexe militaro-industriel canadien, l'Arsenal fédéral fut le principal employeur manufacturier et accapara près du tiers de la Valeur ajoutée de la production manufacturière de la ville durant l'économie de guerre.

Son statut d'entreprise gouvernementale lui permit de procéder à une interruption graduelle des activités de ses différentes composantes. Malgré cela, le retour graduel à une production de paix par

cette entreprise provoque un profond déclin industriel à Québec au cours de l'année 1946. Cette crise se répercute sur la situation de l'emploi et incite les élites locales à y remédier par le biais de la conversion de l'Arsenal de Saint-Malo en parc industriel. Cette solution permet de résorber la crise du travail, d'assurer le maintien à Québec de nombreuses industries et d'en attirer de nouvelles. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la structure industrielle de Québec s'est donc enrichie d'un parc industriel tout en conservant l'une de ses plus vieilles entreprises.

L'Arsenal fédéral de Québec 1933–1946

Notes

1. Cette entreprise fut connue successivement sous les noms de Cartoucherie de Québec (1879-1901), d'Arsenal fédéral(1901-1946), d'Arsenaux canadiens (1946-1967) et enfin, d'Industries Valcartier Inc jusqu'en 1991.
2. Alain Gelly. *Importance et incidence de l'industrie des munitions sur la structure industrielle de Québec, 1879-1946*, Québec, M.A. ès arts, Université Laval, 1989, 231 p.
3. *Memorandum Quebec Arsenal*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, ANC, RG24 Vol. 2359 Dossier: HQC 72-32-1 Vol. , p.1
4. Chiffres tirés de J. de N. Kennedy. *History of the Department of Munitions and Supply. Canada in the Second World War*, Ottawa, Editeur de la Reine, 1950, p. 76 [Tome I].
5. T.V., Anderson, *Memorandum*, ANC RG24 Vol. 2572 Dossier: HQC 2948 Vol. I.
6. H. DesRosiers. *Confidential*, ANC, RG24, Vol. 2572, Dossier: HQC 2948 Vol. 1.
7. W.H.P. Elkins. *Memorandum*, ANC, RG24, Vol. 2572, Dossier: HQC 2948, Vol. 1.
8. Dewar. *Confidential*, ANC, RG24, Vol. 2572, Dossier: HQC 2948 Vol. 2.
9. L'ampleur des commandes amènera l'État canadien à allouer aussi des contrats de munitions à des compagnies privées.
10. W.H.P. Elkins. *Op. cit.*
11. C.P.Stacey. *Armes, Hommes et Gouvernements. Les politiques de guerre du Canada 1939-1945*, Ottawa, Éditeur de la Reine, p. 534.
12. W.H.P. Elkins. *Confidential*, ANC, RG24, Vol. 2572, Dossier: HQC 2948, Vol. 1.
13. W.H.P. Elkins. *Memo ...*, p. 1.
14. A.Thériault, D.E. Dewar. *Memorandum*, ANC, RG24, Vol. 2572, Dossier: HQC 2948, Vol. 1.
15. J. de N. Kennedy. *Op. cit.*, p. 78 (Tome I).
16. C.P. Stacey. *Op. cit.*, p. 549.
17. Canada. *Arsenal & S.A.A. Branch*, ANC, RG28, Vol. 18.
18. Cette compagnie appartenait au gouvernement fédéral mais elle était gérée par le personnel expérimenté de la Canadian Industries Limited. Il est à noter que les usines de cette compagnie étaient concentrées dans la région de Montréal, i.e. à Verdun, Montréal, Westmount, Bouchard (Ste-Thérèse) et Brownsburg.
19. Ces pourcentages ont été constitués par nos soins à partir des *Statistiques manufacturières de la province de Québec*. Pour plus de détails sur cette question, nous vous invitons à consulter le deuxième chapitre de notre mémoire de maîtrise.
20. Canada. *Arsenal & S.A.A. Branch*, ANC, RG28, Vol. 168.
21. Nous ignorons le chiffre exact de l'effectif de chacun des deux arsenaux pour l'année 1941. Toutefois, nous savons que l'Arsenal de Saint-Malo accaparait la majeure partie de l'effectif des arsenaux de Québec.
22. Ici, nous faisons spécifiquement allusion aux quelques commentaires descriptifs rattachés au sommaire cumulatif sur la production manufacturière des usines de munitions de petit calibre.
23. P.F. Weiss. "*Report of staff survey*, 21 avril 1944, ANC RG28 Vol. 178.
24. Canada. *General report and summary of recommendations and estimates post-war arsenals*, ANC, RG24, Vol.2573, Dossier: HQC 2948-1, Vol. 1.
25. *L'Événement-Journal*, mars 1940
26. Maurice Bergeron. *Le centre industriel Saint-Malo*, Québec, Maîtrise en sciences commerciales, 1951, p. 11.
27. Conseil de Ville. *Extrait des Minutes d'une séance du Conseil de ville*, AVQ, Sous-Série du Commissariat à l'industrie NB: 476/210, p. 1.
28. *Ibid.*
29. Armand Viau. *Lettre*, AVQ, Sous-Série du Commissariat à l'industrie NB: 490/210.
30. Armand Viau. "Correspondance avec Louis St-Laurent" *Usines de Saint-Malo*, AVQ, Sous-Série du Commissariat à l'industrie NB: 490/210.